

# La valeur marchande de l'enseignement public

*Sergei Soares, Institut de recherche économique appliquée (Ipea) et Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)*

L'enseignement public constitue tout à la fois un poste budgétaire majeur et un transfert en nature dont les bénéficiaires figurent fréquemment parmi les ménages les plus pauvres. Il convient donc d'apprécier ce service public, souvent fourni gratuitement aux familles, à sa juste valeur.

Le présent *One Pager* repose sur une étude comparative (Soares 2019) portant sur trois méthodes conçues pour évaluer les services d'enseignement et leur effet distributif. Chacune de ces méthodes a permis de calculer la valeur totale des services publics d'enseignement par niveau d'études, ainsi que leur incidence sur les inégalités de revenu mesurées par le coefficient de Gini et l'indice de concentration. Toutes trois ont ensuite été appliquées au Brésil, qui offre des données de bonne qualité et facilement accessibles en matière d'enseignement, de dépenses et de répartition des revenus.

De loin la plus courante à l'heure actuelle, la première méthode consiste à évaluer ce service en calculant ce qu'il coûte à l'État, puis en divisant le chiffre ainsi obtenu par le nombre de familles scolarisant leurs enfants dans le système public.

Fondée sur le marché du travail, la deuxième méthode consiste à déterminer la valeur d'une année d'études en calculant le supplément de revenu qu'elle a généré pour l'individu qui l'a suivie.

Des frais engagés par les étudiants inscrits dans le privé, la troisième méthode déduit la valeur d'un enseignement public équivalent. Elle se fonde pour établir cette équivalence sur les résultats obtenus aux examens, qu'elle considère comme un bon indicateur de la qualité de l'enseignement.

La relative complémentarité de ces trois méthodes, dont aucune n'est toutefois exempte de défauts conceptuels, permet d'obtenir une vision plutôt exhaustive des effets produits par l'enseignement sur la redistribution et le bien-être de la population.

## Évaluer l'enseignement public à l'aune de son coût de revient pour l'État

Cette première méthode comporte les avantages suivants : a) elle est facile à appliquer et à comprendre, b) requiert peu de données (dépenses par étudiant et par niveau d'études) et c) ne déforme pas le volume des dépenses sociales, puisque les bénéfices de l'enseignement public sont par définition égaux aux impôts employés pour les financer.

On peut toutefois lui trouver quelques défauts. Elle part en effet du principe que les étudiants bénéficient tous du même enseignement public, ce qui n'est généralement pas le cas, même si l'État dépense autant pour chacun d'entre eux. Elle contredit par ailleurs la théorie voulant que la valeur sociale d'un bien public corresponde à la somme des utilités marginales qu'en tirera l'ensemble de ses usagers.

## Évaluer l'enseignement public à l'aune de sa valeur sur le marché du travail

La deuxième méthode détermine la valeur d'une année d'études en calculant la différence entre les revenus perçus tout au long de la vie par des individus ayant et n'ayant pas suivi cette année d'études. Elle présente pour principal avantage de lier la valeur de l'enseignement à son incidence sur le monde réel, favorisant ainsi la conception d'un enseignement public axé sur l'amélioration du bien-être, a fortiori sur un marché du travail générant de gros retours sur investissement, comme c'est encore le cas au Brésil.

On peut néanmoins relever trois inconvénients : a) ses résultats dépendent d'un paramètre arbitraire, le taux d'actualisation, qui ne fait l'objet d'aucun consensus quant au niveau à fixer pour un pays ou une



personne donné(e) ; b) l'assimilation des effets de l'enseignement aux revenus qu'il permettra de percevoir contredit l'idée répandue selon laquelle l'enseignement recèlerait une valeur intrinsèque indépendante de sa contribution à d'autres effets souhaitables ; et c) cette méthode ne permet pas d'évaluer l'éducation préscolaire au moyen des données actuellement disponibles, puisque les enquêtes auprès des ménages ne précisent que le plus haut niveau d'études achevé, occultant ainsi l'ampleur des revenus attribuables à la fréquentation de l'éducation préscolaire.

### Évaluer l'enseignement public à l'aune du marché de l'enseignement privé

La troisième méthode consiste à procéder par comparaison avec le marché privé, en reportant tout simplement la valeur de l'enseignement privé sur un enseignement public de même niveau et dans le même domaine, bien que les établissements privés soient souvent jugés meilleurs que les établissements publics. En l'absence d'une méthode plus systématique, nous considérons les notes obtenues aux examens comme la seule mesure de la qualité.

La valeur de l'enseignement réside ici dans ce que le public est disposé à payer pour en bénéficier ; cette méthode offre donc l'avantage d'être applicable à n'importe quel environnement où coexistent le public et le privé. À son principal inconvénient, la subordination de ces deux enseignements à leur système de notation, s'ajoute un second d'ordre empirique : le manque de bonnes données standardisées sur les examens, dans de nombreux pays en développement et même développés. Des examens tels que ceux mis au point par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) permettent toutefois d'appliquer cette méthode dans différents pays, du moins à certains niveaux d'études.

### Résultats

Si ces trois méthodes produisent des résultats peu éloignés les uns des autres, le taux d'actualisation doit être fixé à un niveau élevé pour que la deuxième méthode (marché du travail) puisse produire des résultats similaires à ceux de la première et de la troisième (coût de revient et marché de l'enseignement, respectivement). La proximité de ces dernières n'a rien d'étonnant, étant donné que le public exerce une forte influence sur le privé et que ces deux systèmes recourent à de nombreux facteurs communs (par ex. : les professeurs).

Ces trois méthodes produisent des effets distributifs *ex ante* très similaires, puisque les enfants bénéficiaires occupent pratiquement la même place dans l'échelle de répartition des salaires.

Indépendamment de la méthode employée, on peut conclure que l'enseignement au Brésil revêt une valeur équivalente à près de six pour cent du revenu des ménages et contribue à la redistribution en réduisant les inégalités de trois à quatre points du coefficient de Gini.

#### Référence :

Soares, Sergei. 2019. "The Market Value of Public Education—a Comparison of Three Valuation Methods." *CEQ Working Paper*, No. 71. New Orleans, LA: Tulane University.